

Rwanda

Le retrait des parachutistes belges est fixé au 1^{er} novembre

Jean De la Guérivière

Le Monde, 30 octobre 1990

Malgré l'accord de cessez-le-feu intervenu la semaine dernière, les combats ont continué dans le nord-ouest du Rwanda, provoquant un nouvel afflux de quelque huit mille réfugiés en Ouganda. Les chefs d'Etat du Rwanda, du Zaïre, de l'Ouganda et du Burundi, réunis vendredi 26 octobre à Gbadolite (Zaïre), ont mandaté M. Yoweri Museveni, président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour la mise en place d'une force d'interposition chargée de surveiller l'application du cessez-le-feu. La Belgique a fixé au 1^{er} novembre le retrait de ses parachutistes.

Cessez-le-feu effectif ou pas, les cinq cent trente-cinq parachutistes belges envoyés au Rwanda début octobre auront quitté ce pays le jeudi 1^{er} novembre. Telle est, après de longues discussions, la décision d'un gouvernement divisé sur une expédi-

tion qui, passant beaucoup moins inaperçue qu'en France, donne lieu à d'âpres débats au Parlement et dans les médias.

« *Si cela s'avère nécessaire, les forces armées belges aideront avant leur départ nos compatriotes qui auront décidé de quitter le Rwanda de leur propre chef* », a dit le premier ministre, M. Wilfried Martens, au cours d'une conférence de presse, samedi 27 octobre, mais « *il n'y a pas de recommandations formelles* ». Les civils qui auront choisi de rester pourront toujours compter sur l'aide d'une vingtaine de coopérants militaires présents avant les événements, qui demeureront sur place, et sur le stationnement à Nairobi de deux C-130 mis en attente pour le cas où la situation exigerait une évacuation rapide après le retrait des parachutistes.

Si le gouvernement belge est aga-

cé par les initiatives et les apparents succès diplomatiques d'un Zaïre qui a rompu sa coopération avec lui pour le punir de trop s'intéresser aux droits de l'homme, il s'efforce de ne pas le souligner, et il « *continuera de prendre toutes les initiatives nécessaires pour rendre effectif le cessez-le-feu, en insistant auprès de l'Organisation de l'unité africaine et des pays africains pour la constitution rapide d'une force d'interposition africaine* ».

Au conseil européen de Rome, M.

Martens a entretenu les Français, les Allemands (premiers colonisateurs du Rwanda) et les Néerlandais de la nécessité de fournir une aide tant logistique (des avions et des hélicoptères) que financière à cette force d'interposition et au groupe d'observateurs qui devrait la précéder. Il n'a pas obtenu de réponse immédiate mais il ne se décourage pas, bien que, avait-t-il dit samedi, il y ait de quoi être « *un peu déçu par les réflexes internationaux* » à propos du Rwanda, « *petit pays qui a été abandonné à son sort* ».